

Comme il se doit, la transformation des matières premières connaît au Canada un accroissement constant qui va se poursuivre au fur et à mesure que nous aurons accès à de nouveaux marchés au pays et à l'étranger, et que nous mettrons au point de nouvelles techniques et des moyens nouveaux de production. Si les gouvernements doivent, par des programmes soigneusement conçus, encourager ce progrès, il n'y a pas lieu d'en accélérer le rythme par le recours à des expédients artificiels. Nous avons eu ces trente dernières années assez d'expériences malheureuses pour reconnaître combien il serait erroné et périlleux d'essayer, au nom du nationalisme économique, de susciter de force un essor industriel et agricole qui irait contre les lois de l'économie.

Le Canada souffrirait plus que la plupart des autres pays d'une politique économique et commerciale à courte vue. C'est parce que nous avons envisagé l'intérêt national dans ses conséquences lointaines que notre structure économique repose sur des bases solides; le Canada s'est taillé déjà parmi les nations du monde une position importante, renforcée par le développement que les industries de base ont connu depuis la guerre. Mais je ne crois pas que ce développement record eût été possible sans les placements spéculatifs et les techniques des Américains. Nous devons donc prendre grand soin de ne pas décourager cette participation par des propos inconsidérés et malveillants. Ne nous attaquons pas vainement à la poule aux œufs d'or qui pourrait bien aller enrichir d'autres peuples.

Je ne veux pas dire que l'apport extérieur et, par-dessus tout, les investissements américains au Canada n'influeraient pas grandement sur notre avenir, ni que les gouvernements, à tous les paliers, ne doivent pas faire en sorte que cette influence soit heureuse. Le Canada se doit de faire bon accueil aux sociétés et au capital étrangers; mais, pour qu'ils participent au progrès de la nation, on doit les intégrer dans toute la mesure du possible à la communauté nationale. L'expérience des dernières années a démontré que c'est la seule base solide sur laquelle peuvent s'effectuer les investissements étrangers.

Ce qui ne signifie pas que nous devions de notre côté adopter une attitude étroitement nationaliste et marquée au coin des préjugés, ou nous livrer aux excès de langage et afficher de la méfiance à l'endroit de ceux dont la coopération politique et économique nous est nécessaire.

Il vaut beaucoup mieux envisager le problème du développement national d'une façon positive et par nos lois, notre politique et nos actes encourager les Canadiens à investir de

plus en plus de capitaux spéculatifs dans des entreprises établies au Canada et à leur fournir de plus en plus de personnel dirigeant.

Cela sera plus utile et plus pratique que de nous plaindre de ce que les Américains comblent dans une si large mesure des besoins auxquels nous ne faisons pas face ou ne pouvons pas faire face nous-mêmes.

Alors que nous devons être fiers de notre développement, confiants dans notre destin et satisfaits de la position que nous avons conquise dans le monde, le pessimisme qui voit le Canada tombant sous la domination d'un autre pays est à la fois chimérique et dangereux. Après 1867, la fédération canadienne, faible mais résolue, demeurée à plusieurs égards une colonie et dont l'existence même en tant qu'Etat était incertaine, n'a pas permis que le sterling de Londres l'empêchât de devenir une nation unie, forte et libre; elle s'en est servie, au contraire, pour atteindre cet objectif. Qui oserait alors prétendre que le Canada de 1956, membre fort et indépendant de la famille des nations, et reconnu comme tel, est en train d'être submergé par le «dollar yankee»?

A l'heure actuelle, à plusieurs points de vue importants, les nations occidentales, notamment celles de la communauté nord-atlantique, sont plus dépendantes les unes des autres qu'elles l'étaient avant que la menace d'une agression communiste les amène à s'associer plus étroitement sur le plan économique et politique. Nous n'avons pas à redouter cette évolution. Dans notre monde dont les dimensions se trouvent réduites par la découverte de l'énergie atomique, il faut se féliciter de ce mouvement vers l'interdépendance coopérative plutôt que le craindre; il nous vaut des avantages bien plus que des inconvénients. Toutefois, cette association plus étroite ne signifie pas la perte de notre liberté politique. La nation canadienne ne sera pas arrêtée dans sa marche parce que le Canada coopère étroitement avec son voisin à la défense continentale et parce que des sociétés américaines, régies par la législation canadienne, soumises aux décisions du Gouvernement canadien et se comportant à peu près comme les sociétés canadiennes, jouent un rôle considérable dans la mise en valeur de notre pays.

Je termine donc sur une note d'optimisme fondé sur le passé du Canada, justifié par son essor actuel et que confirmeront, je n'en doute pas, les réalisations de l'avenir.

Je ne m'excuse pas de cet optimisme, et à ceux qui le repoussent je me contenterai de faire remarquer que sans l'optimiste le pessimiste ne pourrait jamais mesurer son infortune.